

Appels de l'aval pour un accord juridique sur le remplissage

Dossier de la rédaction de H2o
October 2021

Les participants à un atelier organisé à Khartoum (Soudan) sur le barrage de la Renaissance construit par l'Éthiopie sur le Nil bleu, et source de tensions entre cette dernière et les deux pays d'aval le Soudan et l'Égypte. Intitulé "Barrage de la Renaissance : Opportunités et risques", l'atelier co-organisé par l'université soudanaise Alzaiem Alazhari et l'agence de presse soudanaise (SUNA), a conclu ses sessions et publié ses recommandations. Les recommandations portent sur "la nécessité de trouver un accord juridique et durable sur le remplissage et l'exploitation du barrage pour réduire les risques, en tirant parti des gains et des avantages". L'atelier a également appelé à "la transparence concernant les informations sur le barrage et à l'élaboration d'un mécanisme clair pour discuter des différends et de la tenue des négociations". Les participants suggèrent en outre d'associer des organisations de la société civile à la question du barrage pour sensibiliser sur la culture de l'eau et son importance en ce qui concerne le développement durable. Le Nil assure à l'Égypte 97 % de ses besoins en irrigation et eau potable et, s'agissant du Soudan, approvisionne ses barrages, en premier lieu le barrage de Roseires, situé à une centaine de kilomètres à peine en aval du barrage de la Renaissance. De son côté, l'Éthiopie estime vital pour ses 110 millions d'habitants l'approvisionnement électrique programmé par le projet, devant être pleinement opérationnel courant 2022. Les trois pays s'étaient donnés jusqu'à janvier 2020 pour parvenir à un accord.

Agence Presse Service (Alger) - à AllAfrica